

**BOUIRA**

# Les handicapés interpellent les pouvoirs publics

**Les handicapés que compte la wilaya de Bouira, plus de 10 000, ne cessent de souffrir de la marginalisation et du laisser-aller des autorités locales et nationales qui ne font aucun effort pour concrétiser leurs engagements signés lors de la convention sur les droits de l'homme en 2007 et laissent ainsi ces citoyens à part entière dénués de tout droit fondamental.**

Le cri d'alarme a été lancé à travers une lettre ouverte adressée au président de la République, aux présidents et membres de l'ACN et de l'APN, aux présidents et secrétaires généraux des partis politiques et à M<sup>me</sup> Louisa Hanoune, secrétaire générale du Parti des travailleurs.

Signée par 140 membres que compte l'association des handicapés de Bouira, cette pétition se veut l'écho de nombreuses années d'attente face à un Etat qui n'a pas encore montré grand intérêt à cette frange de la société qui se retrouve doublement sanctionnée ; par le handicap qui les coupe de la société et par les nombreuses barrières et obstacles qui les privent de leurs droits et leur ren-



dent la vie quasi infernale.

Le premier point soulevé est relatif aux logements qui demeurent inaccessibles ; car même si certains handicapés arrivent à arracher un appartement au rez-de-chaussée, le reste des logements n'est pas adapté aux handicaps physiques aussi légers soient-ils. Les handicapés mentaux, quant à eux, se heurtent souvent à l'opposition des autres locataires dans le cas des logements communautaires. La dis-

parité dans l'accès à l'emploi figure aussi dans les préoccupations de ces citoyens lésés, vu que très peu d'établissements embauchent des personnes handicapées ou leur réservent des postes comme le stipule la loi. Il est également question dans la lettre ouverte des pensions dont le montant dérisoire de 3 000 DA par trimestre ne suffit même pas à boucler une semaine, versée après 7 à 8 mois d'attente et dont ils souhaitent une augmentation décente.

Une précarité qui ne cesse de s'accroître et dans laquelle seuls les concernés et leurs familles se débattent pour survivre dans la dignité et tentent par ce cri de détresse d'interpeller les politiques et les responsables locaux et nationaux qui les considèrent plus comme un problème et objet de pitié à exposer durant les journées internationales ou en périodes électorales que comme des citoyens ayant des droits constitutionnels.

**Katya Kaci**

## L'OPÉRATION A SUSCITÉ UNE INDIGNATION TOTALE

# Plus de 100 familles recasées dans 50 logements à Aïn-Hdjar

**La joie n'était malheureusement pas au rendez-vous chez ces dizaines de familles habitant un bidonville au niveau de la commune de Aïn-Hdjar, à 10 km à l'ouest de Bouira.**

Avant-hier, et après une attente qui aura duré plus de 12 ans depuis le lancement du programme RHP à travers 12 sites de la wilaya de Bouira, plus de 100 familles se sont retrouvées recasées dans un site abritant 50 logements.

De fait, elles se sont retrouvées à plus de deux familles par logement et le comble, c'est que des familles qui n'ont aucun lien de parenté se sont retrouvées dans un même F3.

Dès qu'elles eurent pris connaissance de cette liste, ces dizaines de familles se sont déplacées vers le siège de l'APC où elles ont observé un sit-in de protestation, mais ni les responsables locaux ni le chef de daïra n'ont pu trouver une solution à cette situation.

Dans l'après-midi, une délégation s'est

déplacée à Bouira dans l'espoir de rencontrer le wali afin de lui exposer ce problème. «Avant, dans notre *haouch*, au moins les toilettes étaient indépendantes et pouvaient être largement utilisées par plusieurs familles, mais là, dans un même appartement, je ne sais même plus comment nous y prendre», se lamente une vieille dame qui s'est déplacée à notre bureau pour lancer un cri de détresse et stigmatiser les responsables qui ont eu la bizarre idée de recaser deux familles dans un même logement.

**Y. Y.**

## TIZI-OUZOU

# 56 logements LSP à l'abandon à Aghribs

**Curieuse situation que celle vécue par des futurs acquéreurs des logements sociaux participatifs des Aghribs, à une quarantaine de kilomètres à l'est de Tizi-Ouzou.**

Un projet, en effet, de l'agence foncière de Tizi Ouzou, validé par le comité technique de la wilaya en 2007, dont le premier lot de 32 logements n'a atteint que 17% de réalisation. Pis, tout est à l'abandon depuis plus d'une année déjà ! A titre comparatif, la SNC Abersi, détentrice d'un projet similaire de 56 logements, à quelques mètres plus loin, dont le programme a

été validé le même jour, est actuellement habité par ses acquéreurs. Mais ce qui inquiète le plus ces contestataires c'est l'indifférence totale du maître de l'ouvrage quant à l'évolution de la situation. Pourtant, assurent ces derniers, administrativement tout est en règle puisque les décisions d'aide de la CNL et les décisions d'affectation ont été établies.

Depuis plus de trois mois, des dossiers bancaires, pour d'éventuels contrats de vente sur plan (VSP), ont été constitués sans qu'il y ait, en définitive, le moindre contrat signé jusqu'à présent. La signature de ces VSP signifierait en réalité le début des remboursements alors que les logements sont à l'abandon. On imagine mal alors comment serait la situation des acquéreurs si, d'une part, ils sont amenés à rembourser leurs prêts respectifs et, d'autre part, l'espoir de se voir octroyer leurs

logements se rétrécit comme une peau de chagrin. En tout cas, les bénéficiaires se sont constitués en association et ne comptent pas se laisser faire.

Leur première action est d'attirer l'attention du directeur de l'agence foncière de Tizi Ouzou par correspondance interposée afin de «trouver les voies et moyens de nous permettre de débloquent cette situation, qui a trop duré. Faute de quoi nous saisissons qui de droit», annoncent-ils.

**F. B.**

## TIARET

# Ouverture d'une enquête après l'explosion de gaz à Sougueur

Au lendemain de l'explosion de gaz survenue il y a deux jours à la cité dite de la deuxième tranche à Sougueur dans la wilaya de Tiaret et qui a fait pas moins de trois blessés, une enquête a été ouverte, à la demande du wali, pour déterminer les causes réelles de cet incident et, du coup, situer les responsabilités. C'est du moins ce que rapporte un communiqué de la cellule de communication de la wilaya. Selon le contenu de ce document, de sévères mesures de sanction seront entreprises à l'encontre des responsables de cette explosion.

A noter que deux parmi les blessés qui ont été atteints de brûlures de deuxième degré ont été transférés à l'hôpital de Douéra à Alger pour y subir des soins intensifs.

Cela dit, dans la même cité, deux autres logements nouvellement réceptionnés ont fait l'objet d'explosion en raison d'une fuite de gaz survenue au niveau de la canalisation.

Les services techniques de Sonelgaz, qui ont aussitôt procédé à la coupure de l'énergie gazière dans la cité, sont toujours à pied d'œuvre pour localiser l'origine de la fuite. Entre-temps, et dans l'espoir de mettre fin à ce fâcheux contretemps, le voisinage ne cache pas son inquiétude quant à d'autres mauvaises surprises du genre.

**M. B.**

## M'SILA

# Crise de carburant

Des chaînes interminables sont constatées devant les stations-service de la wilaya depuis samedi passé. Cette crise est survenue suite au mouvement de protestation des 62 transporteurs de carburant qu'ils ramènent de Béjaïa au centre de distribution Naftal de M'sila situé dans la zone d'activité.

Ces transporteurs sont montés au créneau après avoir vu leurs contrats qui les lient à une agence de frêt, Agefal, résiliés. Après plus de 8 ans de service, ils se voient remplacés par 15 autres transporteurs venus d'autres wilayas, selon une missive des protestataires destinée aux responsables.

Une décision prise le 31 décembre dernier. Agefal qui n'était pas avertie de cette décision a envoyé son directeur commercial pour s'enquérir de la situation et calmer les esprits, après que les transporteurs ont bloqué l'accès au centre de distribution de Naftal. Après une longue concertation, le responsable a conclu : «Le problème est réglé et les transporteurs liés à Agefal filiale SNTR seront appelés à travailler ailleurs.»

**A. Laidi**